

Paris, le 15 novembre 2017

RAS-LE-BOL A LA DGFIP

Exprimez-le par une grève nationale réussie, le 23 novembre 2017 !

Les attaques tous azimuts continuent ! TOUS les salarié-e-s sont dans le collimateur !
Et pas seulement les fainéants, les cyniques, les extrémistes...

Dans une période aussi grave, la seule riposte c'est une mobilisation massive de TOU-TE-S, par TOUS les moyens, et dans TOUTES LES ACTIONS, qu'elles soient interprofessionnelles ou fonction publique!

Et à la DGFIP, Les réactions et la mobilisation doivent aller crescendo et se construire à la hauteur des attaques que subissent cette direction, ses missions et ses agents !

La colère des agents gronde à la DGFIP, et elle devra s'exprimer clairement et massivement le 23 novembre 2017, jour du comité technique de réseau (CTR) de la DGFIP qui va une fois de plus entériner de nouvelles suppressions massives d'emplois. 1 600 cette année encore !

Pour dire STOP, **Solidaires Finances Publique et la CGT Finances Publiques appellent à la grève TOUS les agentes et les agents de la DGFIP.**

Cette journée est une suite logique à la journée Fonction publique, **1/3 des effectifs de la DGFIP** était en grève pour signifier son attachement aux services publics, dont celui de la DGFIP, facteurs de cohésion sociale et territoriale et outils démocratiques de la solidarité, de la justice sociale et fiscale et de la réduction des inégalités. Et malgré une mobilisation « historique » lors de cette journée, nos dirigeants continuent de faire la sourde oreille.

Cette journée d'action du 23 novembre est pleinement justifiée au regard du démantèlement annoncé et programmé de notre administration qui vit et qui va vivre un véritable plan social :

- 37 000 **suppressions d'emplois** depuis 2002, 20 000 en 10 ans, et sans aucun doute entre **15 et 20 000 durant les quatre prochaines années (pour arriver aux 120 000 promises par le candidat Macron dans la fonction publique)**,
- fusions, restructurations, fermetures de services et de sites dont nous mesurons chaque jour les **douloureux impacts sur nos conditions de travail**, sur notre vie et sur le bon exercice des missions que nous assurons pour nos concitoyens, dans le sens de l'intérêt général,
- s'ajoutent à ce plan de destruction de notre outil de travail, des décisions aux lourdes conséquences pour le futur personnel et professionnel des agentes et des agents de la DGFIP :
 - **changement unilatéral des règles de gestion, notamment celles des mutations**
 - **l'instauration d'un pseudo bilan de compétences,**
 - **promotions toujours réduites,**
 - **formation bâclée,**
 - **rémunération individualisée à la tête du client,**
 - **gel du point d'indice et perte de pouvoir d'achat,**
 - **le rétablissement du jour de carence...**

Régulièrement, l'actualité démontre que le **rôle de la DGFIP et de ses personnels est essentiel pour la société**, notamment en matière de lutte contre le fléau de la fraude, de l'évasion et l'optimisation fiscale agressive. Et pourtant, le gouvernement continue de considérer que la DGFIP ne fait pas partie des administrations prioritaires.

C'est pour faire entendre clairement la voix des agentes et des agents de la DGFIP, en alertant le pouvoir politique et administratif mais aussi l'opinion publique, que **Solidaires Finances Publiques et la GCT Finances Publiques appellent à la grève le 23 novembre.**

Le 23 novembre 2017, toutes et tous en grève

Rassemblement national devant Bercy

À partir de 12 heures